**L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES)** est, en République Démocratique du Congo, le principal centre indépendant de recherche, de formation, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 2016 par le Professeur Kabwita Kabolo Iko, l'IRGES est un établissement d'utilité publique reconnu par les Arrêtés–Ministériels N°MIN.RST/CAB.MIN/054/2018 portant agrément des activités scientifiques et technologiques de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques et N°125/CAB/MIN/CA/PKB/2018 accordant avis favorable valant autorisation de fonctionnement de la Maison d'éditions IRGES.

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Il associe, au travers de ses études et ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale et dispose d'un personnel-ressource capable de réfléchir largement sur les domaines indiqués et de proposer en forme textuelle et contextuelle des orientations, de la documentation et même des projets finalisés.

**DOMAINES DE RECHERCHE**
**Prospections diplomatiques et géopolitique africaine**
**Organisations intergouvernementales et Intégration régionale**
**Etudes stratégiques sur le monde asiatique**
**Résolution des conflits, Conseil stratégique et prospection sur la paix et la sécurité**
**Pratique de négociation internationale et d'affaires**
**Droits humains et Droit humanitaire**
**Gender et Promotion des droits de la femme**
**Pratiques démocratiques et de bonne gouvernance**
**Communication, Coaching politique et Relations publiques**
**Marketing politique et leadership axés sur les résultats**
**Développement durable, Environnement et Ecologie**
**Management des projets nationaux et internationaux**
**Statistiques, Etudes économiques et sociales**
**Santé publique**
**Intelligence Artificielle et Télécommunications**
**Psychopédagogie**

**SERVICES OFFERTS**
**Formations**
**Réunions scientifiques**
**Gestion de projets**
**Revue Intelligence Stratégique**
**Accueil de stagiaires**
**Consultation d'experts**
**Bibliothèque numérique et en dur**
**IRGES éditions**

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est ouvert et intéressé vis-à-vis de toutes personnes, structures, institutions, entreprises ou organisations dont les domaines d'interventions et les services susmentionnés pourraient être de plus utiles à leur progrès, leur rentabilité, leur notoriété et leur reconnaissance populaire.

E-ISSN : 3006-5488 ; P-ISSN : 3006-547X
https://doi.org/10.62912/JYFU3565
www.revue-is.org

Maquette couverture : Editions IRGES Kinshasa-Genève

**PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC**
*Enjeux, opportunités & appropriation effective*

**2026**

# Revue Intelligence Stratégique

**3ème**

# GRANDE CONFERENCE

## CORPS DE L'ELITE SCIENTIFIQUE DE L'UDPS
## CES-UDPS

**THEME**

**PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC**
*Enjeux, opportunités & appropriation effective*

**Du 22 au 23 Juin 2026 - HILTON KINSHASA**

NUMERO SPECIAL

*«La science au service au peuple»*

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET D'ETUDES STRATEGIQUES**

# Revue

# Intelligence Stratégique

**Vol. 009, Numéro Spécial, Juillet 2026**
**E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X**
**https://doi.org/10.62912/JYFU3565**

**Siège social :** 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République Démocratique du Congo.
**Téléphone** : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696
**E-mail :** felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;
**Internet** : www.revue-is.org ; www.irges.org
**Europe** : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch

**Revue Intelligence Stratégique**
**Journal des publications scientifiques**
**Volume 9, Numéro Spécial**
**Juillet 2026**
**p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488**
**https://doi.org/10.62912/CES-UDPS0007**
**www.revue-is.org**

# LE BUDGET REALISTE : FONDEMENT DE LA STABILITE ET MOTEUR DU DEVELOPPEMENT EN RDC

**Directeur KALALA KAZADI Kizito**
***Docteur en Sciences Historiques ; Spécialiste en histoire économique et systèmes de marchés publics en RDC***

## RÉSUMÉ

*Cette étude montre qu'un budget réaliste constitue un outil essentiel pour assurer la stabilité économique et soutenir le développement de la RDC. Malgré les progrès réalisés dans la mobilisation des recettes publiques, plusieurs défis persistent, notamment la faible fiscalité, le secteur informel, la corruption et la digitalisation insuffisante. Le partenariat USA–RDC représente ainsi une opportunité majeure pour renforcer l'industrialisation, la transformation locale des minerais, l'innovation technologique et la participation des PME congolaises.*

**Mots-clés** : *budget réaliste, gouvernance budgétaire, finances publiques, développement durable, partenariat stratégique USA–RDC.*

## ABSTRACT

*This study shows that a realistic budget is an essential tool for ensuring economic stability and supporting development in the DRC. Despite progress made in mobilizing public revenue, several challenges remain, including low tax collection, the informal sector, corruption, and insufficient digitalization. The U.S.–DRC partnership thus represents a major opportunity to strengthen industrialization, local mineral processing, technological innovation, and the participation of Congolese SMEs.*

**Keywords** : *realistic budget, fiscal governance, public finances, sustainable development, U.S.–DRC strategic partnership.*

## INTRODUCTION

La qualité des finances publiques constitue aujourd'hui l'un des indicateurs les plus significatifs de la capacité d'un État à conduire efficacement son

développement économique. Dans la littérature économique, le budget de l'État est considéré comme le principal instrument de mise en œuvre des politiques publiques puisqu'il traduit les priorités gouvernementales en allocations financières concrètes (Musgrave et Musgrave, 1989 ; Schick, 1998). Sa crédibilité dépend essentiellement de la sincérité des prévisions de recettes, de la maîtrise des dépenses publiques ainsi que de la qualité des mécanismes de contrôle budgétaire.

La République Démocratique du Congo possède l'un des potentiels économiques les plus importants du continent africain grâce à l'abondance de ses ressources minières stratégiques, notamment le cobalt, le cuivre, le lithium, le coltan et le germanium. Pourtant, malgré cette richesse exceptionnelle, les performances budgétaires du pays ont longtemps été caractérisées par une faible mobilisation des recettes, des déséquilibres récurrents ainsi qu'une exécution budgétaire insuffisamment maîtrisée (Banque mondiale, 2024 ; FMI, 2025).

Lors des dernières années, plusieurs réformes importantes ont cependant été entreprises afin de restaurer la crédibilité des finances publiques. La progression du budget général observée de 2018 à 2025 témoigne d'une amélioration sensible de la capacité de mobilisation des ressources publiques ainsi que d'une meilleure discipline budgétaire. La présentation de Kalala Kazadi Kizito met précisément en évidence cette évolution en soulignant que le budget général est passé de 8 928 milliards de francs congolais en 2018 à 45 750 milliards en 2025, soit une augmentation de plus de 400 %.

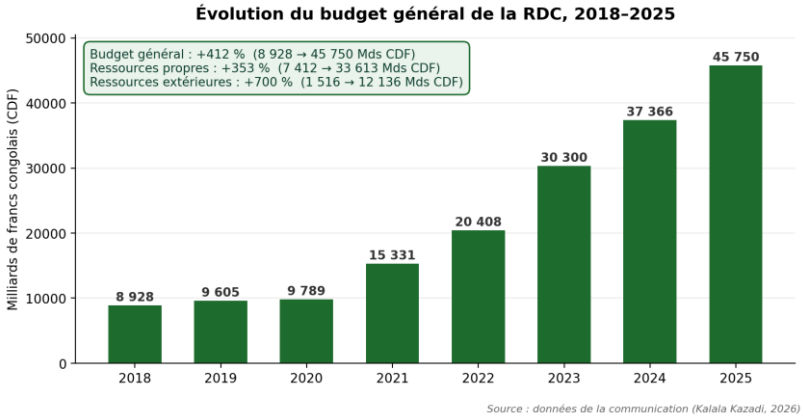


**Fig.1** Évolution du budget général de la RDC (2018–2025)

Cette évolution intervient dans un contexte géopolitique inédit marqué par la conclusion d'un partenariat stratégique entre les États-Unis et la République Démocratique du Congo. Contrairement aux partenariats traditionnels centrés

principalement sur l'exploitation des ressources naturelles, cette nouvelle coopération ambitionne de favoriser la transformation locale des minerais stratégiques, le développement industriel, le transfert des technologies ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles.

Toutefois, la réussite de cette ambition dépend largement de la qualité de la gouvernance budgétaire nationale. En effet, sans un budget réaliste, transparent et crédible, les investissements extérieurs risquent de produire des effets limités sur le développement économique et social. Le budget devient ainsi un véritable instrument stratégique permettant de convertir les opportunités offertes par le partenariat international en résultats tangibles pour la population. Dans cette perspective, la problématique centrale de cette recherche peut être formulée comme suit : Dans quelle mesure un budget réaliste peut-il constituer le fondement de la stabilité macroéconomique et le principal moteur du développement durable de la République Démocratique du Congo dans le cadre du partenariat stratégique USA–RDC ?

Pour répondre à cette question, l'étude poursuit trois objectifs principaux. Le premier est d'analyser l'évolution récente de la gouvernance budgétaire en République démocratique du Congo. Le second est d'identifier les principaux défis qui limitent encore la performance des finances publiques. Le troisième est d'analyser l'évolution récente de la gouvernance budgétaire en République démocratique du Congo, d'identifier les principaux défis qui limitent encore la performance des finances publiques et de proposer des orientations stratégiques susceptibles de renforcer la contribution du partenariat entre les États-Unis et la RDC au développement durable du pays.

## I. MÉTHODOLOGIE

Cette recherche adopte une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire. L'analyse s'appuie sur une revue de la littérature relative à la théorie des finances publiques, à la gouvernance budgétaire, au New Public Management, à la gestion axée sur les résultats ainsi qu'aux modèles contemporains de gouvernance des ressources naturelles. Les données quantitatives présentées dans la communication sont confrontées aux publications des principales institutions internationales, notamment le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'OCDE et le Ministère des Finances de la RDC.

L'interprétation mobilise une analyse descriptive et critique permettant d'apprécier les progrès réalisés, les contraintes persistantes et les perspectives ouvertes par le partenariat stratégique USA–RDC.

## II. CADRE THÉORIQUE : LE BUDGET RÉALISTE COMME INSTRUMENT DE GOUVERNANCE PUBLIQUE

Les finances publiques constituent l'un des principaux instruments d'intervention de l'État dans l'économie. Selon Musgrave (1959), le budget public assure trois fonctions fondamentales : l'allocation efficiente des ressources, la redistribution des revenus et la stabilisation macroéconomique. Cette approche demeure aujourd'hui la référence dans l'analyse économique des politiques budgétaires.

Dans cette perspective, un budget réaliste désigne un budget construit sur des hypothèses macroéconomiques crédibles, fondées sur des recettes effectivement mobilisables et des dépenses compatibles avec les capacités financières de l'État (Schick, 1998). La sincérité budgétaire constitue ainsi une condition essentielle de la bonne gouvernance, de la transparence financière et de la crédibilité des politiques publiques.

La Banque mondiale (2024) souligne que les pays disposant d'une crédibilité budgétaire substantielle attirent davantage d'investissements directs étrangers, améliorent leur notation financière et disposent d'une capacité de résilience plus élevée face aux chocs économiques.

Dans les économies riches en ressources naturelles, cette exigence est encore plus importante. De nombreux travaux relatifs à la « malédiction des ressources » (Sachs & Warner, 2001 ; Auty, 2004 ; Collier, 2007) montrent que l'abondance des richesses minières ne conduit pas automatiquement au développement. Sans institutions solides, les revenus tirés des ressources naturelles peuvent favoriser l'instabilité budgétaire, la corruption et une faible diversification économique.

Dans le cas de la République Démocratique du Congo, ces analyses prennent une résonance particulière. Le pays possède près de 70 % des réserves mondiales connues de cobalt ainsi que d'importantes réserves de cuivre, de coltan, de lithium, de germanium et d'autres minerais critiques indispensables à la transition énergétique mondiale. Pourtant, pendant plusieurs décennies, cette richesse ne s'est pas traduite par une amélioration proportionnelle des indicateurs sociaux et économiques.

Les réformes budgétaires engagées depuis quelques années traduisent progressivement un changement de paradigme. Le budget est désormais conçu non seulement comme un instrument comptable mais également comme un véritable levier de transformation économique, de stabilité macroéconomique et de développement durable. Cette évolution rejoint les principes du New Public Management (Hood, 1991), qui mettent l'accent sur la performance, l'efficacité de la dépense publique, la redevabilité et la gestion axée sur les résultats.

## III. ÉVOLUTION DU BUDGET GÉNÉRAL DE LA RDC : VERS UNE CRÉDIBILITÉ BUDGÉTAIRE RENFORCÉE (2018-2025)

L'analyse de la période 2018–2025 met en évidence une amélioration significative des finances publiques congolaises. Les données présentées montrent une progression continue du budget général, accompagnée d'une augmentation importante des ressources propres ainsi que des financements extérieurs.

**Tableau 1. Évolution des finances publiques de la RDC (2018-2025)**

| Indicateur | 2018 | 2025 | Évolution |
|---|---|---|---|
| Budget général | 8 928 Mds CDF | 45 750 Mds CDF | +412 % |
| Ressources propres | 7 412 Mds CDF | 33 613 Mds CDF | +353 % |
| Ressources extérieures | 1 516 Mds CDF | 12 136 Mds CDF | +700 % |

Ces performances témoignent d'une amélioration notable de la mobilisation des recettes publiques, résultat des réformes fiscales, du renforcement des administrations financières et de la modernisation progressive des mécanismes de gestion budgétaire.

Parallèlement, la présentation souligne que cette dynamique s'accompagne d'un environnement macroéconomique relativement favorable, caractérisé notamment par une croissance économique proche de 6 % ; une inflation maintenue en dessous de 5 % ; et une amélioration continue des recettes publiques.

**Fig.2** Consolidation du cadre macroéconomique de la RDC

Les résultats confirment les analyses du Fonds monétaire international (2025), selon lesquelles la RDC figure parmi les économies africaines ayant

enregistré les plus fortes progressions en matière de mobilisation des recettes fiscales lors des dernières années. Toutefois, comme le souligne Schick (1998), l'augmentation du volume budgétaire ne constitue pas à elle seule un indicateur suffisant de bonne gouvernance. La qualité des dépenses publiques, leur efficacité économique et leur impact sur le développement humain demeurent les principaux critères d'appréciation.

Dans cette optique, le partenariat stratégique USA–RDC offre une opportunité de transformer les performances budgétaires quantitatives en résultats économiques durables.

## IV. LES DÉFIS STRUCTURELS DE LA GOUVERNANCE BUDGÉTAIRE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Malgré les progrès réalisés, plusieurs contraintes structurelles continuent à entraver l'efficacité des finances. Notamment, une pression fiscale est estimée à seulement 12 %, contre environ 17 % en Afrique subsaharienne. De plus, le poids très important du secteur informel réduit l'assiette fiscale. Ajoutons aussi à seulement 12 %, contre environ 17 % en Afrique subsaharienne, le poids très important du secteur informel. Celui-ci réduit l'assiette fiscale, l'inefficacité de certaines exonérations, la faible digitalisation de la gestion des finances publiques, la persistance de la fraude et de la corruption ainsi que la multiplication des prélèvements parafiscaux.

### IV. 1. Une faible pression fiscale

Avec une pression fiscale d'environ 12 % du PIB, contre une moyenne de 17 % en Afrique subsaharienne, la RDC dispose encore d'un potentiel substantiel d'amélioration de ses recettes fiscales. Cette situation réduit considérablement les capacités d'investissement public.

### IV. 2. L'importance du secteur informel

Selon la Banque africaine de développement (2024), plus de la moitié des activités économiques demeurent informelles. Cette situation réduit fortement l'assiette fiscale et limite la capacité de l'État à financer les services publics.

### IV. 3. Les exonérations fiscales

Certaines exonérations, parfois accordées sans véritable évaluation économique, diminuent les recettes publiques tout en produisant des effets limités sur l'investissement productif.

### IV. 4. La digitalisation encore insuffisante

Les systèmes numériques de collecte des recettes, de contrôle des dépenses et de suivi budgétaire restent inégalement déployés. Or, la dématérialisation des procédures constitue aujourd'hui l'un des principaux leviers de réduction des coûts de transaction et d'amélioration de la transparence.

### IV. 5. La fraude et la corruption

La corruption demeure un facteur majeur d'inefficacité budgétaire. Les travaux de Transparency International et de la Banque mondiale montrent qu'elle réduit les recettes fiscales, augmente les coûts des investissements publics et affaiblit la confiance des investisseurs.

### IV. 6. La multiplication des prélèvements parafiscaux

La coexistence de nombreux prélèvements administratifs nuit à la lisibilité du système fiscal, accroît les coûts pour les entreprises et réduit l'attractivité économique du pays.

L'ensemble de ces défis montre que la croissance du budget national doit désormais s'accompagner d'une amélioration de sa qualité, de sa transparence et de son efficacité économique. La gouvernance budgétaire ne peut plus être évaluée uniquement à partir des montants inscrits dans les lois de finances ; elle doit également être appréciée à travers les résultats obtenus en matière de développement humain, d'industrialisation et de création de valeur ajoutée.

## V. LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE USA-RDC : UN LEVIER DE TRANSFORMATION BUDGÉTAIRE ET ÉCONOMIQUE

Le partenariat stratégique entre les États-Unis d'Amérique et la République Démocratique du Congo marque une évolution significative des relations économiques internationales du pays. Contrairement aux partenariats antérieurs, essentiellement centrés sur l'exploitation des ressources minières, cette coopération ambitionne d'intégrer davantage la transformation locale, le transfert de technologies et le développement des chaînes de valeur industrielles.

La présentation de Kalala Kazadi Kizito insiste sur le fait que cette opportunité ne produira des effets durables que si elle s'appuie sur un budget réaliste, capable d'assurer la cohérence entre les ambitions stratégiques et les capacités financières de l'État.

Dans cette perspective, le budget public devient un véritable outil de politique industrielle. Il ne s'agit plus uniquement de financer les dépenses

courantes de l'administration, mais également d'orienter les investissements vers les secteurs générateurs de valeur ajoutée.

Cette approche rejoint les recommandations de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA, 2023), qui encourage les pays producteurs de minerais critiques à développer les chaînes locales de transformation afin d'accroître les retombées économiques nationales.

## VI. DISCUSSION

Les résultats obtenus mettent en évidence une évolution encourageante des finances publiques congolaises. L'augmentation du budget national constitue un indicateur important de renforcement de la capacité financière de l'État.

Cependant, la littérature scientifique rappelle qu'une augmentation des ressources publiques ne garantit pas automatiquement une amélioration du développement économique (North, 1990 ; Acemoglu & Robinson, 2012). La qualité des institutions demeure le principal facteur explicatif.

Dans le cas de la République Démocratique du Congo, plusieurs conditions apparaissent essentielles, notamment le renforcement de la crédibilité des lois de finances, l'amélioration de la transparence budgétaire, la digitalisation complète de la chaîne de la dépense publique, l'accroissement de l'efficacité de la mobilisation fiscale ainsi que l'amélioration des mécanismes d'évaluation des politiques publiques.

Le partenariat USA–RDC représente également une occasion de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des exportations de matières premières brutes.

L'expérience du Botswana dans la gestion des revenus diamantifères ainsi que celle de la Norvège dans la gestion du pétrole le démontrent. Lorsque les ressources naturelles sont accompagnées d'institutions solides, d'une gouvernance budgétaire rigoureuse et d'investissements massifs dans le capital humain, elles deviennent un véritable moteur de développement. Ainsi, le budget réaliste ne constitue pas un instrument financier ; il devient un mécanisme de transformation structurelle de l'économie.

## VII. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Plusieurs recommandations peuvent être formulées afin de renforcer la contribution du partenariat stratégique USA–RDC au développement national.

### VII. 1. Créer un fonds souverain RDC–USA

Ce fonds financerait durablement les investissements structurants dans les secteurs industriels, énergétiques et technologiques.

**VII. 2. Développer une industrie nationale des batteries**

La création d'un fonds bilatéral consacré aux batteries, aux semi-conducteurs et aux composants destinés aux véhicules électriques favoriserait la montée en gamme de l'économie congolaise.

**VII. 3. Instaurer un pacte fiscal numérique**

L'essor des plateformes numériques, du cloud computing et de l'intelligence artificielle justifie la mise en place d'une fiscalité adaptée aux nouveaux modèles économiques.

**VII. 4. Créer un Fonds national d'innovation technologique**

Une partie des investissements issus du partenariat devrait financer les universités, les centres de recherche, l'intelligence artificielle, la cybersécurité et les technologies minières. Cette recommandation contribuerait au développement d'une économie fondée sur la connaissance.

**VII. 5. Constituer une réserve stratégique de minerais critiques**

Une telle réserve renforcerait la capacité de négociation internationale de la République démocratique du Congo et permettrait de mieux stabiliser les recettes budgétaires en période de volatilité des prix internationaux.

**VII. 6. Mettre en place un tableau de bord national de performance**

Ce dispositif assurerait une évaluation annuelle des effets du partenariat selon plusieurs indicateurs, notamment les emplois créés, les investissements réalisés, les recettes mobilisées, les entreprises bénéficiaires, le volume de transformation locale et le transfert de technologies.

**VII. 7. Faire des PME congolaises les premières bénéficiaires**

L'initiative « 1 000 PME dans la chaîne de valeur USA–RDC » constitue probablement la recommandation la plus structurante de la présentation. La réservation de 30 % des contrats, de 30 % des sous-traitances et de 30 % des achats locaux maximiserait les effets multiplicateurs du partenariat sur l'économie nationale.

## CONCLUSION

L'analyse réalisée montre que la République Démocratique du Congo connaît une amélioration progressive de sa gouvernance budgétaire, illustrée par une augmentation substantielle du budget général entre 2018 et 2025 et par un renforcement du cadre macroéconomique. Ces avancées témoignent d'une volonté de faire du budget un véritable instrument de pilotage des politiques publiques.

Toutefois, la persistance de défis structurels – faible pression fiscale, poids du secteur informel, corruption, digitalisation incomplète et prolifération des prélèvements parafiscaux – montre que la consolidation des finances publiques reste un chantier majeur.

Le partenariat stratégique USA-RDC offre une opportunité historique pour dépasser un modèle économique fondé sur la pure exportation de matières premières et promouvoir une industrialisation créatrice de valeur ajoutée, d'emplois qualifiés et de capacités technologiques nationales. La réussite de cette ambition dépendra toutefois de la capacité des institutions congolaises à mettre en œuvre une gouvernance budgétaire fondée sur la prévisibilité, la transparence, la redevabilité et l'efficacité.

À cet égard, le modèle « PACTE » proposé dans la présentation – Prévisibilité budgétaire, Alignement stratégique, Confiance institutionnelle, Transformation économique et Équilibre national – constitue un cadre de référence pertinent pour orienter l'action publique et assurer que les bénéfices du partenariat profitent durablement à l'ensemble de la population congolaise.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES


- ACEMOGLU, D., et ROBINSON, J. A. (2012). *Why nations fail*. Crown.
- AFRICAN DEVELOPMENT BANK. (2024). *African economic outlook 2024*.
- AUTY, R. (2004). *Resource abundance and economic development*. Oxford University Press.
- BANQUE MONDIALE. (2024a). *Public finance review: Democratic Republic of Congo*.
- BANQUE MONDIALE. (2024b). *Rapport sur le développement dans le monde*.
- COLLIER, P. (2007). *The bottom billion*. Oxford University Press.
- COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE. (2023). *Economic report on Africa*.
- FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. (2025). *Democratic Republic of the Congo: Article IV consultation*.

- HOOD, C. (1991). A public management for all seasons. *Public Administration, 69*(1), 3–19.
- MINISTÈRE DES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. (2025). *Loi de finances 2025*.
- MUSGRAVE, R. A. (1959). *The theory of public finance*. McGraw-Hill.
- MUSGRAVE, R. A., et MUSGRAVE, P. B. (1989). *Public finance in theory and practice*.
- NORTH, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
- OCDE. (2023). *Government at a glance*.
- SACHS, J. D., et WARNER, A. M. (2001). The curse of natural resources. *European Economic Review, 45*(4–6), 827–838.
- SCHICK, A. (1998). *A contemporary approach to public expenditure management*. World Bank Institute.
- TRANSPARENCY INTERNATIONAL. (2024). *Corruption perceptions index*.
- UNITED NATIONS. (2024). *Financing for sustainable development report*.
- UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME. (2024). *Human development report*.
- WORLD ECONOMIC FORUM. (2024). *Global competitiveness report*.